

Haïti sous la coupe des gangs : le pouvoir dépassé par son “Frankenstein”

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION AVEC AFP

15 mars 2024



Les dernières violences en Haïti soulignent la puissante influence des gangs armés, qui ont profité de la collusion avec les autorités, de la négligence institutionnelle et du chaos politique depuis l’assassinat du président Jovenel Moïse en 2021.

Sur la photo ci-dessus prise le 20 juillet 2021, l’ex Premier ministre haïtien Ariel Henry assistait à une cérémonie en l’honneur de son prédécesseur Jovenel Moïse au Musée national du Panthéon de Port-au-Prince. Ariel Henry a présenté sa démission le 11 mars.

Les gangs sèment la terreur dans le pays le plus pauvre d’Amérique et des

Caraïbes, et se sont transformés en suzerains de facto. Ils ont obtenu la démission d'Ariel Henry, dont le successeur aurait prêté serment le 7 février si les élections prévues en 2023 avaient eu lieu.

Retour sur l'emprise des gangs sur ce pays de 11 millions d'habitants

Les gangs existent en Haïti depuis des décennies et ont été particulièrement actifs depuis le milieu des années 1990, lorsque le gouvernement a dissous l'armée, craignant des coups d'État militaires. Mais un tournant s'est produit en 2018, selon les experts, lorsque le gouvernement s'est tourné vers les gangs pour réprimer un vaste soulèvement populaire exigeant un changement politique et la fin de la corruption.

Les massacres ultérieurs perpétrés par les gangs ont révélé leur « *instrumentation par le pouvoir en place* », a déclaré à l'AFP Frédéric Thomas, chercheur au Centre tricontinental (Cetri) en Belgique.

Haïti est devenu un « *narco-État* », a déclaré Jean-Marie Théodat, géographe à l'Université Panthéon-Sorbonne à Paris. Il pense qu'Henry a été « *objectivement complice de la prise de contrôle du pays par des bandits* » comme l'influent chef de gang Jimmy "Barbecue" Cherizier, un ancien policier qui a pris la tête des dernières violences. Pour Théodat, « *Barbecue est un Frankenstein qui s'est affranchi de son maître.* »

Il a déclaré que les gangs sont devenus plus puissants que les institutions politiques et sécuritaires du pays, devenant des centres de pouvoir « autonomes ». Armés d'armes souvent importées clandestinement des États-Unis, les gangs ont proliféré, prospérant grâce au trafic de drogue, au racket, aux enlèvements et à l'extorsion.

Ils exercent désormais un contrôle sur 80% de la capitale Port-au-Prince, et leur criminalité presque incontrôlée a conduit à l'effondrement des institutions publiques, aboutissant à l'assassinat du président Jovenel Moïse. « *Même si Jimmy Cherizier utilise une rhétorique politique, voire révolutionnaire, (les gangs) n'ont pas de projet politique ou social* », a déclaré Thomas. « *Ce qui les intéresse, c'est le pouvoir et le contrôle territorial.* »

Ils n'ont aucun intérêt à avoir un pouvoir légitime dans un cadre institutionnel, a-t-il déclaré. Les gangs veulent qu'Henry parte, mais cela ne veut pas dire que quelqu'un comme Barbecue aspire à des fonctions politiques, a déclaré Théodat. Les gangs veulent plutôt assurer leur domination tout en continuant à profiter de leurs activités illégales lucratives.

À long terme, Haïti doit mobiliser davantage de jeunes, notamment par le biais de la conscription, pour renforcer la police et les forces armées, a déclaré Théodat.

« *La communauté internationale peut aider et faciliter un accord politique* », a déclaré à l'AFP Pierre Espérance, directeur exécutif du Réseau national haïtien de défense des droits humains (RNDDH). Tout en ajoutant qu'elle devrait écouter plus attentivement la société civile et mettre fin à son soutien à un gouvernement qui a conduit le pays aux mains des gangs.

Washington continue de soutenir une classe politique « *très impopulaire* », en la renforçant pour lutter contre les gangs sur lesquels elle s'appuie, ce qui est « *complètement contradictoire* », a déclaré Thomas. Pour Théodat, « *toute mission étrangère pouvant nous aider à faire face à ces bandits est la bienvenue* », mais elle doit « *inspirer confiance* ».

« *Le peuple haïtien n'a pas vraiment choisi la main qui lui viendra en*

aide », a-t-il déclaré, évoquant le Kenya qui n'a « *aucune expérience* » dans les Caraïbes. Et, a-t-il ajouté, « *que peuvent faire un millier de policiers kenyans, même aidés par quelques centaines de soldats venus d'autres pays, contre des milliers de gangsters armés jusqu'aux dents ?* »

Après l'annonce de la démission du Premier ministre haïtien Ariel Henry le 11 mars, les autorités du Kenya ont décidé de suspendre le déploiement de 1000 policiers kényans dans le cadre de la mission multinationale de soutien à la sécurité du pays. Le désormais ex-dirigeant haïtien avait visité le Kenya à la fin du mois de février pour finaliser un accord de réciprocité avec le gouvernement kényan. Un document requis par un tribunal de Nairobi pour autoriser le déploiement des policiers. Cependant, depuis ce déplacement dans ce pays d'Afrique de l'Est, Ariel Henry n'avait pas pu retourner à Port-au-Prince, et sa démission a été annoncée alors qu'il se trouvait sur le sol américain, à Porto Rico.